

## Panique sur la planète finance : et si on sortait du « tout marché » ?<sup>1</sup>

**Après les financiers américains, les banques européennes appellent à leur tour les États à la rescousse. Elles présentent la facture des pertes dues à la spéculation. Décidément, les habits étroits des traités européens craquent de toutes parts. Le dogme de « la concurrence libre et non faussée », au nom duquel les services publics sont démantelés depuis des années, se fissure. La fin de « l'argent fou » ? Pas si vite...**

Les responsables européens doivent se réunir à la mi-octobre. Nul doute que la crise financière sera au cœur de leur agenda. Nicolas Sarkozy souhaite une réunion du G8 avant la fin de l'année. Et y décider quoi ? Pour l'heure, face à l'inquiétude des épargnants, on en restait aux constats lénifiants : « *des risques pèsent sur des segments entiers des places financières européennes mais nous sommes préparés à réagir, nous avons réagi et je crois qu'aucun gouvernement européen ne laisserait tomber une grande banque européenne puisqu'une telle faillite déclencherait une vague qui déferlerait* » ; mais « *il n'y a pas de menaces, les Européens peuvent avoir confiance en leur système* » a osé le président de l'Eurogroupe (les pays de la zone euro), Jean-Claude Juncker. Et l'Europe a renvoyé la balle aux Américains en les invitant « *à prendre leurs responsabilités.* » Ah, cette bonne vieille méthode Coué.

Le 4 octobre à Paris, le président français a appelé les membres européens du G8, les présidents de la Banque centrale européenne (BCE), de la Commission européenne et M. Juncker à servir la messe. D'où il est ressorti surtout des vœux pieux et quelques prières au Dieu Finance. Le tout sanctifié par quelques vagues appels : à un sommet international « *le plus tôt possible* » pour revoir les règles du capitalisme financier ; à des sanctions, non autrement définies pour sanctionner les banquiers qui faillent ; à la flexibilité dans l'application des règles du marché unique. Mais le Pacte de stabilité devra être respecté « *dans son intégralité* » a aussitôt prévenu le président de l'Eurogroupe. Et la patate chaude a été confiée aux Etats, qui, attention, devront veiller à respecter les règles de la concurrence.

Ainsi, il est surtout apparu une fois de plus que l'Union européenne n'a pas de politique économique coordonnée, ni de capacité de riposte commune à la mesure de la crise financière qui ébranle le monde. Surtout, les dirigeants européens, qui ont rivalisé de sévérité, ces dernières semaines, pour fustiger les « *dérives du capitalisme financier* » ne rompent pas avec l'activisme de l'Union européenne en faveur de la dérégulation, de la déréglementation et d'une politique économique et monétaire tout entière tournée vers le soutien aux marchés financiers.

Certes, la Banque centrale européenne a procédé en catastrophe à des injections massives de liquidités pour soulager les banques en mal de refinancement depuis le déclenchement de la crise financière en août 2007. Elle l'a fait en août et septembre 2007, puis en décembre quand de nouvelles tensions sont apparues, et encore depuis la mi-septembre, quand le secteur bancaire américain a commencé à s'écrouler. Avec quel effet ?

A rebours de ceux qui assurent sur tous les tons que le système bancaire européen est à l'abri des secousses américaines, les experts de l'OCDE, cet autre pilier de l'idéologie capitaliste, estiment, eux, que « *L'Europe pourrait avoir besoin d'un plan systémique, à l'instar de la démarche engagée par les autorités américaines,* », « *une approche 'par petits morceaux', qui n'a pas marché aux Etats-Unis, peut ne pas marcher en Europe non plus.* » « *Nous sommes face à la pire crise financière depuis la Grande*

---

<sup>1</sup> Analyse parue dans le N° 349 du *Journal du mardi*, 7 octobre 2008

*dépression (de 1929) et ses conséquences sont déjà en train de se diffuser bien au-delà de la sphère financière, dans le monde entier. »*

Diable. Dès lors, quant à la confiance demandée... Le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, a affirmé qu'« *une réflexion était en cours, et pas seulement au niveau européen.* » Mais pas une voix discordante ne s'est élevée pour avancer des alternatives à ce système financier au sein duquel ont pu, comme dans un cocon, se développer les germes de la crise. Et pourtant, « *Les épargnants, un peu partout, sont dans l'expectative, quand ce n'est pas l'angoisse tandis que les politiques cherchent la pierre philosophale du moment, à savoir maîtriser la situation et forger les règles d'un autre avenir*», a pu écrire *Le Monde* qui, le jour du raout sarkozien notait : « *A côté de la crise actuelle, les krachs de 1987 et de 1989, la crise asiatique de 1998, l'explosion de la bulle Internet en 2000, les attentats du 11Septembre apparaissent comme des secousses bien légères.* »

### **Colère aux Etats-Unis**

Ce qui vient de se passer aux Etats-Unis en dit long sur l'état d'exaspération des opinions publiques. Le plan dit Paulson du nom du secrétaire d'Etat au Trésor, destiné à injecter 700 milliards de dollars ou plus pour voler au secours de la haute finance, et cela aux frais des contribuables (on parle d'une charge de plus de 2000 dollars en moyenne par foyer fiscal), s'est heurté, certes, à l'aile droite du Parti républicain qui a fustigé, comme ce sénateur, l'irruption du « *socialisme financier* ». Mais il a aussi provoqué une véritable levée de boucliers dans la population, qui constate que rien de comparable n'avait été fait quand des centaines de milliers d'Américains s'étaient trouvés plongés dans la tourmente immobilière. La colère des citoyens est d'autant plus justifiée que, selon le *Washington Post*, des proches collaborateurs du président ont eu le culot de suggérer un système similaire pour aider leurs propres entreprises. Selon les sondages, ils sont 61 % à estimer que le plan fait trop peu pour soulager les « *Américains ordinaires* », meurtris par l'augmentation des prix de l'énergie, le renchérissement du crédit, la stagnation des salaires et la perspective de pertes d'emplois massives.

Loin de toutes considérations idéologiques, des pétitions ont été organisées par des citoyens excédés d'avoir à mettre la main à la poche alors que les tricheurs s'en sortiraient au mieux. En outre, de fortes incertitudes demeurent sur la capacité dudit plan à assainir la situation outre-Atlantique marquée depuis des mois par des déconfitures en cascade et des injections à répétition – mais vaines - de fonds publics.

L'économiste américain Joseph Stiglitz, prix Nobel 2001, a estimé « *monstrueuse* » l'exposition des contribuables américains : ce « *n'est qu'une solution à court terme* ». Comme aucun investisseur privé ne veut des placements à risques, « *on les colle au contribuable* » a-t-il déclaré dans la presse.. Joseph Stiglitz voit dans la crise actuelle « *la fin d'un modèle économique désastreux* » et « *la fin de l'idéologie selon laquelle les marchés libres et dérégulés fonctionnent toujours* ».

### **La force du déni**

Le fait est que la débâcle bancaire a traversé l'Atlantique, frappant de plein fouet plusieurs établissements européens, balayant les propos irresponsables des dirigeants sur la solidité de l'économie continentale, au cœur d'une crise systémique qui, du fait des interactions au sein du capitalisme mondialisé, se propage par ondes de choc. La soudaine conversion d'apôtres de l'ultralibéralisme, comme MM. Sarkozy, Reynders et consort, qui voient dans la situation présente le fruit de dérives intolérables du capitalisme financier, n'en apparaît que plus choquante.

« *Moraliser* », « *réguler* » le capitalisme, juger et condamner les « *responsables* » ?

Face aux injections massives des banques centrales et aux tentatives de replâtrage aussi fébriles qu'improvisées des gouvernements, l'économiste et chercheur français Frédéric Lordon a remarquablement synthétisé les choses : « *La thèse de la « folie » vaut à peu près celle de l'immoralité, c'est-à-dire rien. On peine à croire d'ailleurs que la cécité intellectuelle ou l'entêtement idéologique puisse aller jusqu'à une telle nullité de pensée, au moment où les destructions financières se produisent sous nos yeux. Le plus étonnant dans cette affaire ne tient presque plus aux événements – pourtant spectaculaires – mais à l'acharnement de la croyance libérale et à la force du déni.* ». Et d'enfoncer le clou : « *Entre 'trader fou' et hypothèse de 'accès de folie', tout est fait pour donner à l'événement actuel un statut d'aberration exceptionnel. Mais la 'folie' est le régime permanent et nécessaire de la finance libéralisée.* » Ce qui se passe dans notre pays est à bien des égards exemplaire.

### **Fortis et Dexia aux soins intensifs...**

Au début de l'été 2007, les dirigeants de Fortis arboraient le sourire satisfait des vainqueurs. Ils avaient lancé un raid hostile contre la néerlandaise ABN-Amro. Une de ces opérations dont les seigneurs de la jungle financière ont le secret. La banque-assurance belgo-néerlandaise, construite naguère sur la dépouille de la CGER, banque publique ainsi privatisée, voulait entrer dans la cour des très grands. Il ne se trouva pas grand monde dans le monde politique et financier pour s'inquiéter des risques liés à une de ces opérations qui font la fierté du capitalisme prédateur.

Et voilà que Fortis se retrouvait soudain au bord du gouffre, prenant de court nos élites.

Les mêmes, M. Reynders en tête, qui nous disait tel jour, que la crise n'était pas si grave et qu'il importait avant tout de communiquer, avouaient moins d'une semaine plus tard que rien n'allait plus. Tristes comédiens ! Soudain, l'Etat belge, comme ses voisins, a ouvert ses tiroirs. L'ardoise pour la seule Belgique, le couteau sur la gorge : 4,7 milliards d'euros...avant que le gouvernement néerlandais ne décide de racheter 100% des activités néerlandaises du bancassureur, dont *ABN Amro* et *Fortis Insurance Netherlands*, laissant ainsi son voisin du sud gros jean comme devant. Et déjà, il était question d'appeler à la rescousse des financiers internationaux appâtés par la bonne affaire.

Bis repetita. 6,4 milliards pour Dexia, bâtie par absorption du Crédit communal, autrefois banque (publique) des communes, désormais soumise aux lois du marché et dont les dirigeants nous assuraient là aussi rien ne la menaçait. Coût pour le gouvernement fédéral et des Régions exsangues : trois milliards, alors que des rumeurs couraient sur de nouveaux problèmes de liquidités pour le groupe franco-belge.

En attendant, la Belgique en était de 7,7 milliards d'euros, soit plus de 700 euros par citoyen belge. De ces euros dont on nous dit qu'ils n'existent pas pour mener de vraies politiques sociales mais qui coulent, année après année, dans les caisses des grandes entreprises (voyez les intérêts notionnels !) et enrichissent les couches les plus aisées, nourrissant ainsi la bulle financière qui éclate aujourd'hui.

Chez nous, comme partout, au bal des hypocrites, les banquiers ont mené la danse. Sous les applaudissements de responsables politiques en adoration devant le « libre marché sans entrave », la libre circulation des capitaux et le dogme de la dérégulation, ces pierres angulaires de l'économie globalisée et des traités européens. L'article 107 du défunt traité de Lisbonne ne décrète-t-il pas que « *sont incompatibles avec le marché intérieur (...) les aides accordées par les États ou au moyen de ressources de l'État, sous quelque forme que ce soit, qui faussent ou menacent de fausser la concurrence en favorisant certaines entreprises* » ?

En outre, le traité laisse intacts les pleins pouvoirs de la BCE. « *Ni la Banque centrale européenne, ni une banque centrale nationale, ni un membre quelconque de leurs organes de décision ne peuvent solliciter ni accepter des instructions des institutions, organes ou organismes de l'Union, des gouvernements des États membres ou de tout autre organisme* », indique l'article 130. Ni la croissance ni l'emploi ne figurent parmi ses missions. Il est prévu qu'elle offre son appui au marché financier, par des opérations visant à mettre à disposition des institutions financières les liquidités dont elles ont besoin (protocole n° 4, relatif aux statuts de la BCE). Mais ces opérations de refinancement ne sont assorties d'aucune condition sur la destination et l'utilisation de ces crédits. Apparemment, le droit européen est à géométrie variable.

La crise financière globale, partie des Etats-Unis et qui gangrène toute la planète finance, a réduit à néant bien des rêves de grandeur. « *Fortis sauvé par les Etats du Benelux* » avait cru pouvoir titrer *Le Soir*. Au même moment, c'est dans toute l'Europe que les pouvoirs publics volent au secours des apprentis-sorciers. En Belgique, aux Pays-Bas et au Luxembourg. Et en France, en Espagne, en Grande-Bretagne, en Allemagne... « *On ne peut pas dire par avance qu'on va renflouer les banques, car cela transférerait les risques sur l'Etat. Même si in fine, c'est ce qui se passera dans chaque pays* », a crûment avoué un proche de la chancelière Angela Merkel.

Ainsi, les chantres de l'ultralibéralisme, ceux-là même qui privatisent à tours de bras – voyez la Poste – se livrent à des nationalisations partielles pour tenter de limiter les dégâts.

### ...et la facture aux citoyens

Et maintenant ? Mettons un certain nombre de choses au point. Qui paiera ? L'investissement de 4,7 milliards d'euros de la Belgique dans Fortis Banque se fera par le biais d'un emprunt avec garantie d'Etat, a précisé le ministre des Finances Didier Reynders, « *Il n'y aura aucun effet sur le budget et sur le contribuable, même s'il y a toujours un risque* ». Car si la machine s'emballe, il y a bien risque pour les petits porteurs. Et risque pour les contribuables, risques pour les bénéficiaires d'épargnes-pensions, risque pour les fonctionnaires ; risque pour les salariés quand viendra le moment des ventes d'actifs et des restructurations, ces salariés qui iront rejoindre les cohortes de victimes de l'argent fou. Et risque pour l'Etat qui va s'endetter...Un risque colossal donc quand il s'agira de passer à la caisse.

Les nationalisations partielles sont des solutions provisoires a déjà décrété le ministre belge des Finances, Didier Reynders, appuyé par le courageux Yves Leterme. « *Notre ambition n'est évidemment pas de rester présents dans le capital* » des banques a-t-il dit sur l'antenne de la RTBF. En clair, il s'agit de rester sur les rails de l'orthodoxie ultralibérale. Comme toujours, après avoir privatisé les gains, on socialise les pertes. Et puis on revendra les parts publiques au plus offrant dès que le sacro-saint marché revigoré le permettra.

### Tartufferie

Ainsi, voilà que nos gouvernants, tout parti de pouvoir confondu, versent des larmes de crocodile sur les « dérives » du capitalisme, voient dans la crise actuelle, pourtant bien prévisible, des « dysfonctionnements ». Osent même fustiger le « capitalisme fou » et quelques mauvais génies de la finance. Quelle tartufferie ! Au moment où colère et dégoût montent dans la population, c'est à la nature même du capitalisme qu'il conviendrait de s'en prendre, à ce système qui ne connaît qu'une loi, le profit, une liberté, celle d'exploiter le plus grand nombre au profit de quelques privilégiés, une pratique, la spéculation à outrance.

Les peuples ont déjà donné et il ne suffira pas de s'en prendre vertueusement aux scandaleux parachutes dorés, première mesure certes justifiée, ni même d'enquêter pour savoir qui a fauté où et quand, puis de repartir comme si de rien n'était. Il s'agirait de mettre la finance au service de la population, de lui donner un usage social. Il s'impose de redécouvrir de nouveaux modes de régulations, dit-on partout dans la panique ? Soit. On pourrait alors, par exemple, différencier les prêts selon qu'ils sont destinés à des opérations financières ou à être investis dans le développement utile, afin de réarticuler réglementation et développement de l'économie réelle. Remettre au premier plan, à contre courant du discours dominant, la question de la revalorisation des revenus du travail et des allocations sociales aux dépens de ceux du capital. Relancer un pôle financier public fort. Rendre transparents les marchés financiers et en finir avec les paradis fiscaux. Et mettre les entreprises qui spéculent en bourse à contribution afin de financer les opérations de nationalisation actuelles.

Iconoclaste ? Oui, aux yeux de ceux qui continuent à parler de dérapages au sein d'un système qui resterait fondamentalement efficace. Non, si l'on constate que ces deux dernières décennies ont déjà été marquées par trois crises monétaires et financière successives. Celles-ci sont bien la conséquence de choix politiques opérés par les gouvernements. Un débat de fond doit donc être ouvert sur les finalités même de l'économie : que produire, à quelle fin, comment utiliser l'argent et les richesses créées ? L'heure est venue de demander des comptes.

### **Pour comprendre**

**Subprimes.** Prêts accordés aux foyers américains pour acquérir un logement. Le taux d'intérêt était bas les deux premières années, puis aux prix du marché. La conjonction de la hausse des taux d'intérêt par la Réserve fédérale américaine de 1 à 5% entre 2003 et 2006 et de la baisse des prix de l'immobilier a mis des millions de foyers dans le rouge. En 2007, deux millions de maisons été saisies.

**Titrisation.** Mécanisme qui permet de transformer un prêt en actif négociable sur le marché. Un crédit subprime étant très risqué pour l'organisme qui l'accorde, les crédits sont regroupés et revendus à un tiers (une banque, un fonds d'investissement, etc.). Quand les prix de l'immobilier ont chuté, ces produits ont constitué autant de créances douteuses. D'où les faillites en série.

**Hedge funds.** Fonds d'investissement spéculatif. Ils acquièrent et vendent toutes sortes de produits : créances, actions, marchandises et même œuvres d'art. En février 2007, à l'initiative du président Bush un groupe de travail sur ces hedge funds, a décidé de laisser ces fonds s'autoréguler. Parmi les causes de la crise actuelle, on retrouve la faillite de deux fonds d'investissement spéculatifs de la banque Bear Stearns l'an dernier, qui a affolé les marchés.

**Agences de notation.** Sociétés chargées d'évaluer la validité des placements financiers. Elles donnent ainsi des notes. Les obligations d'État, réputées sûres, reçoivent généralement les meilleures notes (un triple A : AAA). Mais les agences avaient accordé aussi de façon très surprenante les meilleures notes aux produits titrisés issus des subprimes...

**Credit crunch.** De peur de ne pouvoir se faire rembourser, les banques rationnent leur offre de crédit, ce qui passe par une hausse des taux aux entreprises. Une absence d'investissement signifie un ralentissement de la croissance, augmentation du chômage et stagnation des salaires.